

CONTRÔLE INTERNE COMPTABLE ET BUDGETAIRE

*Cartographie des risques et plans d'actions
Conseil d'administration du 8 février 2022*

DIRECTION DES FINANCES, DES ACHATS ET DU CONTRÔLE INTERNE

CARTOGRAPHIE DES RISQUES FINANCIERS, COMPTABLES ET BUDGÉTAIRES

Risque 1-Rémunérations : 8/10

Risque 2-Marchés publics : 7/10

Risque 3-Remboursement des menues dépenses au comptant : 6/10

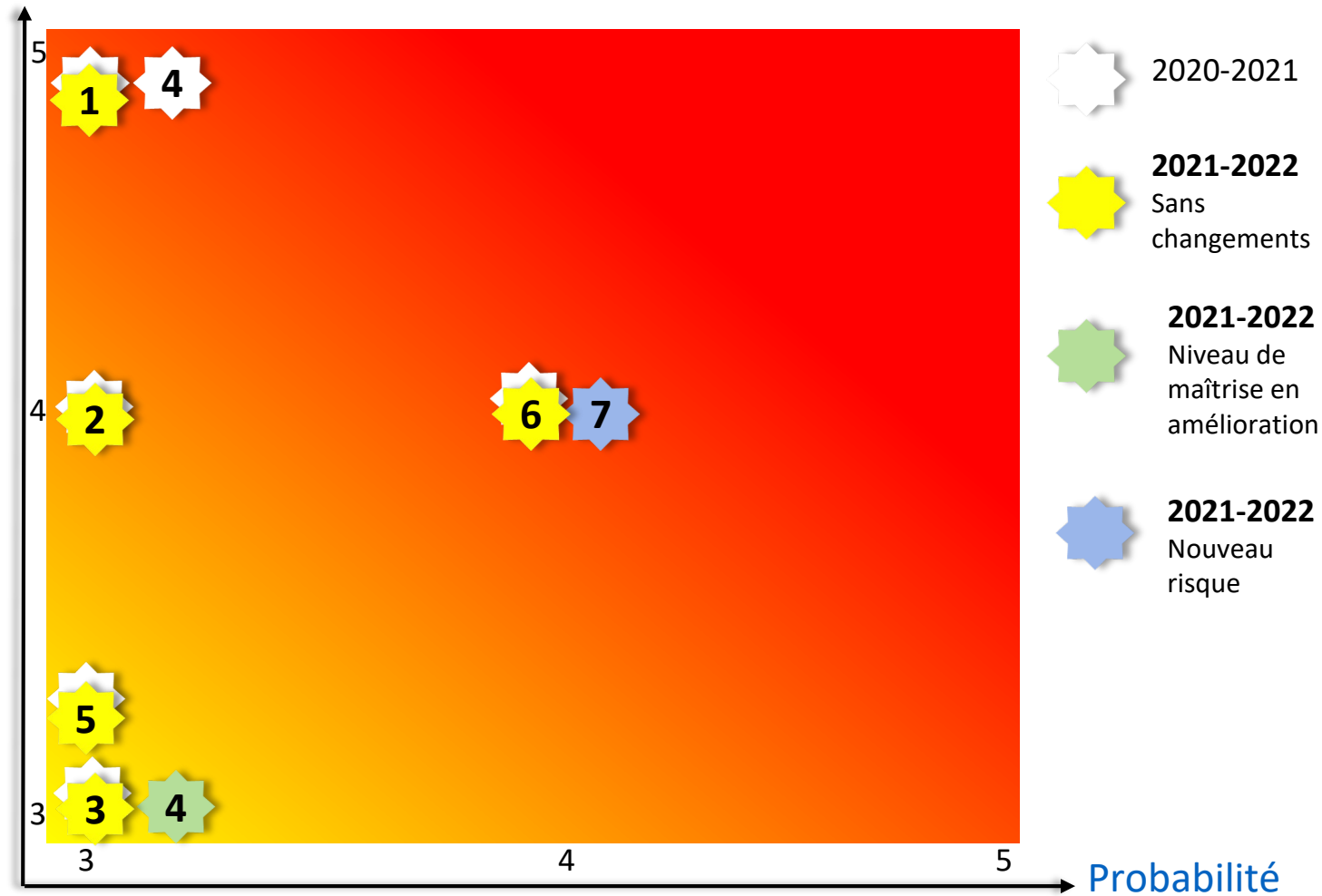
Risque 4-Inventaire physique : 6/10

Risque 5-Contrats de recherche : 6/10

Risque 6-Acteurs déconcentrés de la prévision et de l'exécution : 8/10

Risque 7-Villa créative : 8/10

Impact



PLAN D'ACTION RISQUE 1 - Rémunérations (1/2)

Typologie du risque	Erreurs sur paie (financier)
Rappel du contexte	Extrême sensibilité des données de paie (pièces justificatives, codification) .
Plan d'action	Sensibiliser les gestionnaires RH, suite aux recrutements de nouveaux agents, sur la réception et la présentation en paye de pièces justificatives valides. Formation des gestionnaires sur la codification de la paye
Responsable de la mise en œuvre du plan d'action	DRH
Échéance	En continu

Typologie du risque	Bilan financier erroné (financier)
Rappel du contexte	Diversité des acteurs du processus donc erreurs possibles.
Plan d'action	Sensibiliser les composantes et services sur l'importance du travail de vérification qui précède le déversement et du bon renseignement des données d'imputation de masse salariale en amont. Réexpliquer et améliorer les formulaires (demandes d'autorisation préalable de recrutement, fiches navettes vérification avant déversement) pour harmoniser, fluidifier et fiabiliser les informations qui deviennent des données financières (séance de formation programmée). Ces différents formulaires sont désormais stabilisés et le volume des erreurs relatives aux imputations avant déversement est très faible.
Responsable de la mise en œuvre du plan d'action	DRH, agence comptable et DFACI
Échéance	En continu et formation/sensibilisation des gestionnaires tous les ans, animée par la DFACI

PLAN D'ACTION RISQUE 1 - Rémunérations (2/2)

Typologie du risque	Qualité comptable
Rappel du contexte	Difficulté d'anticiper les charges à payer (SF en N, payé en N+1).
Plan d'action	<p>L'outil de suivi des heures d'enseignement (DSE), mis en place depuis 2018-2019, est un des outils d'appréciation des CAP. En 2021, DSE est opérationnel et utilisé par toute la communauté (sauf SFTLV).</p> <p>L'outil a fait l'objet d'évolutions en 2020 (HCs Demat) notamment par l'automatisation des états de liquidation pour limiter les interactions manuelles, limiter les risques d'erreur de transposition, accélérer les traitements et progresser dans la prévision.</p> <p>HCs Demat est en production depuis deux ans et répond aux besoins. Les risques sont faibles.</p> <p>Un nouvel outil : OSE, sera mis en place au printemps 2023 et viendra en remplacement de DSE, HcsDemat et Vacademmat. Il devrait permettre une meilleure visibilité sur les CAP.</p>
Responsable de la mise en œuvre du plan d'action	DGS et DRH
Échéance	Août 2023

Typologie du risque	Budgétaire
Rappel du contexte	Impossibilité de connaître le montant exact de la paie avant le retour de la DRFIP.
Plan d'action	L'implantation de Winpaie+RH a commencé et doit se terminer dans le courant du premier semestre 2023. Dans les paramètres envisagés par Cegape il doit y avoir un calcul possible de la paie avant l'envoi à la DRFIP.
Responsable de la mise en œuvre du plan d'action	DRH
Échéance	Fin 2023

PLAN D'ACTION RISQUE 2 – Marchés publics

Typologie du risque	Réglementaire et juridique
Rappel du contexte	<p>L'absence de vision globale et anticipée par les services et composantes, des futurs achats, les demandes d'achat trop spécifiques ou tardives, ne permettent pas toujours de respecter les procédures et peuvent entraîner un dépassement des seuils de groupes de marchandises ainsi que des risques de contentieux.</p> <p>La veille n'est pas assurée de façon optimale, risque d'interruption de couverture par un marché. Un chargé d'études, cat A, avait été recruté pour mettre en place une véritable politique des achats (performance économique, sécurité juridique...).</p>
Plan d'action	<p>L'outil de recensement incitant les services et composantes à orienter leur choix budgétaires avec des prévisions d'achats qui a été mis en place lors des conférences budgétaires 2019 doit être exploité. Il faudra désormais tous les ans, analyser les résultats pour anticiper le besoin de recourir à des marchés publics éventuels.</p> <p>Sensibiliser tous les ans :</p> <ul style="list-style-type: none">-les rédacteurs des clauses techniques des marchés et les personnels en charge de l'analyse des offres, sur les risques encourus et les missions qui leur sont dévolues.-les responsables administratifs et gestionnaires financiers sur la procédure à suivre en matière de commande publique et sur l'importance de l'anticipation des besoins.-expliquer de nouveau que le service marchés doit être saisi en amont de toute démarche d'achat significative pour déterminer la procédure adéquate. <p>Cat A spécialiste des achats recruté pour mettre en place une véritable politique des achats et mener à bien notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">-l'accord cadre en cours avec la DAE pour acquérir des cartes achat (mise en place en novembre 2022),-l'accord cadre en cours avec AMUE-CNRS pour les déplacements professionnels (mise en place janvier 2023).
Responsable de la mise en œuvre du plan d'action	Cellule marchés publics
Échéance	1 ^{er} trimestre 2022

PLAN D'ACTION RISQUE 3 – Remboursement des menues dépenses au comptant

Typologie du risque	Financier et réglementaire
Rappel du contexte	<p>Constat d'un accroissement des remboursements directs aux agents en 2018.</p> <p>Le mode de règlement habituel des achats effectués par l'université doit demeurer le virement direct au fournisseur. A partir de 300€, c'est une obligation légale de payer nos fournisseurs par virement.</p> <p>Une procédure « menues dépenses au comptant » via les régies d'avance en priorité ou exceptionnellement sur les deniers personnels des agents, a été rédigée et diffusée en 2019 pour réglementer ce type de pratiques.</p> <p>Les Dir Lab disposent d'une délégation de signature en matière financière jusqu'à 7500€ de dépenses → informer/vigilance.</p>
Plan d'action	<p>Mettre en place des cartes achats pour répondre aux besoins de certains achats notamment sur Internet et pour les inscriptions aux colloques.</p> <p>Adhésion en cours à l'accord cadre de la direction des achats de l'état pour une mise en place en 2022.</p>
Responsable de la mise en œuvre du plan d'action	DFACI
Échéance	2022



PLAN D'ACTION RISQUE 4 – Inventaire physique

Typologie du risque	Réglementaire et financier
Rappel du contexte	<p>L'instruction comptable DGFIP-GCP du 11/12/2017 rappelle que « les organismes publics doivent obligatoirement procéder à l'inventaire physique des immobilisations, c'est à dire à leur recensement et à leur évaluation. L'inventaire physique est effectué au moins une fois par an sous la responsabilité de l'ordonnateur, à la date de clôture de l'exercice comptable. Suite à cet inventaire physique, l'agent comptable enregistre les écritures nécessaires afin d'assurer une concordance parfaite entre l'inventaire physique et l'inventaire comptable. »</p> <p>Le prestataire ACTIDEL a été sélectionné pour réaliser cet inventaire. Les référents inventaires se sont rendus disponibles pour accompagner le prestataire entre le 06 et le 17 décembre 2021.</p>
Plan d'action	<p>Pérenniser cet inventaire physique : la procédure prévoit que les gestionnaires complètent un formulaire PV1 et le transmettent à l'appui de la demande de paiement dans SIFAC. L'agence comptable crée les fiches immobilisations.</p> <p>Les gestionnaires/référents enregistrent/étiquettent tous les matériels et mobiliers de plus de 800€HT ainsi que les matériels informatiques sensibles en-dessous de 800€HT.</p> <p>Les gestionnaires/référents devront être vigilants pour appréhender les nouvelles procédures « gestion des immobilisations ».</p>
Responsables de la mise en œuvre du plan d'action	DGS, DRH, DPI, AC, DFACI
Échéance	<p>Décembre 2021, inventaire des biens physiques par le prestataire ACTIDEL.</p> <p>Janvier 2022, mise en place de la nouvelle organisation et des nouvelles procédures de suivi des biens (entrées, transferts et sorties).</p>



PLAN D'ACTION RISQUE 5 – Contrats de recherche

Typologie du risque	Financier
Rappel du contexte	<p>La création du CRB Recherche et la mise en place du pôle recherche de la DFACI en janvier 2018 ont permis de :</p> <ul style="list-style-type: none">• renforcer les liens entre les unités de recherche, la commission « recherche » et son vice-président ;• faciliter la transcription budgétaire de la politique scientifique de l'établissement ;• mettre en œuvre des pratiques de gestion innovantes et unifiées ;• favoriser la mutualisation des crédits et l'expression d'une politique d'investissement coordonnée. <p>L'activité liée à la recherche est en très nette augmentation, le volume des contrats de recherche a plus que doublé (90 à 200 contrats), avec de nouvelles typologies de contrats, de projet ou techniques de gestion (opérations de recherche, reversement des frais de gestion) → génère plus de risques et demande toujours plus d'implications des services mais, en parallèle, de nombreux postes ont été armés au sein de la DARI et du pôle recherche de la DFACI .</p> <p>De plus en plus de nouveaux contrats avec l'étranger, avec un formalisme inhabituel et plus complexe → peu entraîner des retards dans le suivi des facturations.</p>
Plan d'action	<p>Le périmètre des acteurs de la recherche est à clarifier en redéfinissant le rôle de chacun, durant la vie du contrat jusqu'à l'élaboration du bilan final, de la DARI, du pôle recherche, jusqu'au gestionnaire.</p> <p>Utilisation du SI recherche Pléiade par tous : Porteurs scientifiques, Gestionnaires et Agents du Pôle recherche DFACI.</p> <p>Mieux travailler ensemble.</p> <p>Rédiger un document récapitulant le périmètre d'action de chacun des acteurs de la recherche.</p> <p>Mettre en place des procédures pour définir l'utilisation, l'alimentation du logiciel SINCHRO (saisie nouveau projet, calcul coûts chargés,...).</p> <p>Travailler sur la comptabilité analytique pour optimiser les tarifications des contrats de recherche.</p>
Responsable de la mise en œuvre du plan d'action	DARI et Pôle recherche de la DFACI
Échéance	1 ^{er} semestre 2022



PLAN D'ACTION RISQUE 6 - Acteurs déconcentrés de la prévision et de l'exécution

Typologie du risque	Financier
Rappel du contexte	<p>La réorganisation de la fonction financière au sein d'AU, découlant de la réforme de la GBCP, n'est pas arrivée à son terme.</p> <p>Besoin constant d'améliorer la qualité des imputations budgétaires, comptables et analytiques.</p> <p>Tous les acteurs intervenant dans les processus financiers et budgétaires et ayant à saisir des données dans SIFAC devraient être des spécialistes regroupés en plateformes, formés et impliqués afin d'éviter les erreurs, le non respect des procédures et les conséquences comptables ou juridiques...</p> <p>PLF 2022 - Modification du régime de responsabilité des gestionnaires publics.</p>
Plan d'action	<p>Créer des centres de services partagés : dépenses, recettes et missions pour professionnaliser et moderniser.</p> <p>Etude d'une refonte des centres de responsabilité budgétaire.</p> <p>Profiter de la GPEC pour monter en compétences et créer des postes à haute valeur ajoutée dans le métier « finances » en s'imbriquant dans le projet en cours, de réorganisation de l'université sous forme d'instituts.</p>
Responsable de la mise en œuvre du plan d'action	DGS
Échéance	Fin 2022



PLAN D'ACTION RISQUE 7 – Villa créative

Typologie du risque	Financier
Rappel du contexte	<p>Projet voté initialement en CA le 07/07/2020. Nouveau modèle de développement économique devant permettre notamment l'autofinancement du projet, mais aussi l'apport de ressources propres.</p> <p><u>Les risques relatifs à la réalisation du projet : construction (projet CPER), SUR (validation définitive de la candidature au PIA 3), bouclage du financement :</u></p> <ul style="list-style-type: none">-d'éventuels dépassements de budget (MOA = rectorat, financeurs = État, région et département, dont l'apport n'est pas susceptible d'être revu à la hausse, ce qui signifie que les éventuels dépassements de crédits risquent d'être à la seule charge d'AU). Pb également du financement des travaux du 58ème RI : plan de relance, très cadré, avec délais à tenir et comptes à rendre ;-pas d'assurance, à ce jour, d'obtenir les compléments de financement nécessaires aux travaux de réhabilitation et d'aménagement de la brasserie et aux travaux d'aménagement des parties communes du site Pasteur et du 58ème RI (emprunt auprès de la CdC nécessite garantie des collectivités). <p><u>Les risques relatifs au lancement et au fonctionnement de la structure :</u></p> <ul style="list-style-type: none">-pas d'assurance, à ce jour, d'obtenir les compléments de financement destinés à satisfaire le besoin en fonds de roulement nécessaire au lancement de l'activité ;-le modèle économique, singulier pour une université publique française, repose sur des hypothèses dont il conviendra de s'assurer qu'elles demeurent réalistes dans le temps (redevance variable, dividendes) ;-l'engagement des différents partenaires, même s'il semble ferme, ne sera acquis que si les délais de livraison et de démarrage de l'activité du lieu sont tenus.
Plan d'action	AU doit s'engager à suivre attentivement le déroulement du projet : présentation régulière de l'état d'avancement aux instances, mise en place d'une structure interne de suivi.
Responsable de la mise en œuvre du plan d'action	DGS
Échéance	2023

COMPARATIF DES CARTOGRAPHIES DES RISQUES DE 2018 et 2022

